

Aminata Traoré

Ancienne ministre de la Culture du Mali, écrivain

La dette extérieure est l'une des questions les plus graves et les douloureuses pour l'Afrique. Le pire est que plus la communauté des créanciers se félicite d'avoir desserré l'étau dont il s'agit, plus le continent s'enlise. L'année 2005, qui a enregistré l'annonce de l'annulation de la dette de 18 pays dont 14 d'Afrique par les institutions financières internationales, devait logiquement marquer une avancée dans la libération de nos pays de ce lourd fardeau aux conséquences dramatiques au plan économique, politique, social et culturel. Hélas, elle ne l'est pas, dans la mesure où il ne s'agit pas d'injecter des ressources nouvelles et conséquentes dans nos économies exsangues, mais d'effets d'annonces de la part des membres du G8 qui ne se sont même pas donné le temps d'évaluer les résultats de l'initiative PPTTE, qui leur sert de repères dans le choix des pays bénéficiaires de cette mesure.

Le plus révoltant dans ce marché de dupes est que cette dette s'est accumulée à la faveur de projets et de programmes de développement, qui auront plus profités aux créanciers qu'aux emprunteurs. Les prétendues politiques d'aide au développement et les conditionnalités des pays riches et industrialisés sont fonction de leurs intérêts économiques, financiers et politiques. Leurs entreprises doivent réaliser des retours juteux sur investissements, pendant qu'au nom de la bonne gouvernance, nos démocraties sont mises sous tutelle.

Nos élus sont redevables de comptes aux centres de décisions que sont Washington, Bruxelles, Genève, Paris... et non à leurs peuples. Ce sont les composantes les plus vulnérables de nos sociétés, en l'occurrence les jeunes et les femmes, qui paient cher pour les choix de l'Occident qui confond ses intérêts avec le respect des droits humains et autres idéaux.

« *Qui doit à qui et pourquoi ?* » est une question centrale dans la redéfinition des rapports Nord/Sud.

Les gens ordinaires n'ont pas conscience de l'existence d'une dette extérieure (à plus forte raison de son incidence sur leur existence) en leur nom. Les dirigeants signent des engagements, décident pour eux en fonction de projets de société dont ils n'ont pas la moindre connaissance.

Dans mon premier essai, *L'Étau : l'Afrique dans un monde sans frontières*, (publié par Actes-Sud. 1999), je rappelle que le mot bamanan qui désigne la dette est corde ou « *juru* ». Dans notre entendement, un homme endetté a une corde au cou qui peut l'étrangler. Ce qui revient à dire que nos peuples n'ont pas envie de devoir à d'autre, quand ils n'ont pas les moyens de s'acquitter de leur dû. Mais, la dette extérieure du Tiers-Monde, dont celle de l'Afrique, peut-elle être considérée comme un dû étant donné la duperie qui la caractérise d'un bout à l'autre ? Il est incompréhensible et indiscutable que nos Etats aient accepté de se laisser piéger par les mécanismes de l'endettement, sans s'en référer aux

principes moraux qui régissent la vie des populations et sans leur rendre de comptes quant aux conséquences du phénomène de l'endettement.

Il ne s'agit pas du refus de tout endettement, mais du droit des peuples qui remboursent de savoir et d'exercer leur contrôle sur les raisons et les modalités des emprunts ainsi que la gestion et l'allocation des ressources.

A la question « *Comment abolir la dette ?* », la réponse se situe en premier lieu au niveau du respect du droit des peuples à l'information sur la dette et son inscription dans le débat politique.

La démocratie revêtera alors son vrai sens parce que nous aurons réussi à articuler les élections autour de questions aussi cruciales que la dette, les mécanismes et les modalités de l'annulation totale de la dette des pays dits pauvres, la gestion responsable et rigoureuse des ressources. Pour l'heure, nous nous fourvoyons dans des élections sans débat, parce que sans enjeux, autre que la conquête du pouvoir et le partage des miettes que les pays riches et leurs entreprises laissent à nos pays.

« *Quelle gauche pour une Afrique désendettée, prospère et véritablement libre ?* » est l'autre question fondamentale qui va de pair avec la précarité. Pour l'heure, elle aura cautionné les réformes néolibérales des institutions de Bretton Woods et les Accords de Partenariat de l'Union Européenne. Pourra-t-elle se désolidariser, dans l'avenir, des grandes entreprises pour que les Africains puissent avoir droit à l'eau, à l'électricité à un coût acceptable et pour que nos enfants puissent vivre dignement en Afrique au lieu de périr en tentant d'émigrer ?

Intervention de l'après-midi.

Aminata Traoré :

Je suis un peu mal à l'aise avec ce diagnostic sur les causes internes et externes de l'endettement de l'Afrique. Ce continent n'est pas pauvre mais appauvrit, parce que pillé. La France qui est partie prenante de ce processus, doit cesser de se poser en analyste et donneur de leçons. Nous sommes en face d'une histoire commune à gérer ensemble dans le cadre de la globalisation, de plus en plus meurtrière pour les groupes vulnérables. Le double langage demeure, malheureusement, la règle du jeu quand il s'agit de l'Afrique, de sa dette et ses autres maux. Je suis persuadée que si nous, Africains, n'étions pas ici, autour de cette table, les Français se seraient donnés les moyens d'appréhender la question qui nous préoccupe ici dans le cadre de la construction européenne et de la globalisation.

Alors, pourquoi nous inviter, en tant qu'Africains à circonscrire l'analyse de la dette et de ses conséquences de nos pays et du continent. La France va-t-elle se résoudre à poser, à propos de l'Afrique, son arrière-cour, les mêmes questions qu'elle se pose en son sein quand elle est confrontée aux conséquences des politiques néolibérales qu'elle nous inflige au nom de la mondialisation.

Les pays riches continuent à présenter l'Aide Publique au Développement comme une impérieuse nécessité alors qu'elle a produit la dette, la pauvreté et accru les flux migratoires. Face au drame de Ceuta et Melilla ainsi que des Îles Canaries où

les jeunes africains demandeurs d'emploi périssent en voulant émigrer, l'Europe au lieu d'interroger sur la nature et les résultats de sa coopération avec l'Afrique, est en train d'élaborer des politiques migratoires répressives et humiliantes.

N'est-ce pas une manière de nous dire que des réformes néolibérales, si douloureuses soient-elles, sont bonnes pour nous, les Noirs, les Arabes et autres « sous-développés ». La situation de l'Afrique malade, faut-il le rappeler, n'est que l'une des expressions les plus flagrantes de l'échec du système néolibéral, que ses défenseurs le veuillent ou non. On ne peut pas gérer la dette africaine, en 2006, avec les solutions d'hier, faites de préjugés.

Moustapha Niasse pose une question essentielle, en demandant « Et nous, Africains, dans tout ça ? ». Ce que j'ai à nous reprocher est que nous ne nous aimons pas nous-mêmes, mais la France que nous osons à peine questionner alors qu'elle pèse de tout son poids sur les décisions qui engagent nos destins. Nous aimons les produits français et faisons leurs richesses. Nous entrons dans l'Europe par son biais. De mêmes que d'autres capitalistes, elle attend de nous que nous continuons à nous endetter pour créer les infrastructures et l'environnement sociopolitique et juridique dont ses entreprises ont besoin. On ne peut pas débattre de l'Afrique et de sa dette en dehors de la France et de la construction européenne, d'autant plus que nous avons cheminé ensemble, cinquante années durant, dans le cadre de l'UE-ACP. Les accords de Partenariat économique, qui se profilent à l'horizon vont ajouter à notre drame en ajoutant à l'encours de la dette.

Le cadre analytique que nous utilisons dans le diagnostic de la dette africaine est donc totalement insuffisant. Je peux comprendre que les politiques aient leurs propres contraintes, mais je crois que l'on est censé également être, autour de cette table, une société civile. En tant que telle, je ne suis pas d'accord avec M. Josselin lorsqu'il dit que c'est la société civile qui pose la problématique de l'Afrique en termes de gouvernance. La question préalable est de savoir « la gouvernance de qui ? Dans l'intérêt de qui ? » En réalité, les Etats riches se sont dotés d'Ong ou plutôt privilégie la coopération avec les ONG qui, si elles veulent mériter leur appui financier doivent s'atteler à une mission de surveillance des Etats africains qui seraient particulièrement corrompus.

Et, s'agissant de la démocratie et de la dictature, comment faut-il appeler Bush et Blair quant ils passent outre leur opinion publique, provoquant en Irak une guerre qui fait des milliers de morts ? Le mot « dictateur » ne sied-il qu'aux dirigeants non occidentaux ?.